

DÉPARTEMENT DE LA RÉUNION



Ville de passion!

COMMUNE DE SAINT-LOUIS

LA MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-LOUIS

ARRÊTE N° 1003 /PRM/DAJ/DA/MT/2024

Vu la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-2 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du Maire,
Vu le code pénal, et notamment l'article R 610-5,
Vu le code de la route,
Vu l'article L511-1 du code de la sécurité intérieure,
Vu la demande du Service Réseaux du vingt-cinq novembre deux mille vingt-quatre,
Vu l'avis de la police municipale n° 661/2024 du vingt-cinq novembre deux mille vingt-quatre,
Vu l'avis de la Direction des Routes et des Infrastructures n° 384/2024 du vingt-cinq novembre deux mille vingt-quatre,

Considérant que dans le cadre de la pose d'illuminations festives prévue le lundi deux décembre deux mille vingt-quatre par l'entreprise TESTONI, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement,

ARRÊTE

Art. 1. - La circulation et le stationnement sont interdits sur la rue de l'Église, portion comprise entre le n° 12 (enseigne « KRYSS ») et l'Avenue du Docteur Raymond Vergès.

Art. 2. - Des déviations sont mises en place par la rue du Mur Cassé et la rue Saint-Philippe.

Art. 3. - Les dispositions du présent arrêté sont effectives le lundi deux décembre deux mille vingt-quatre entre six heures et quatorze heures.

Art. 4. - La signalisation réglementaire est mise en place par l'entreprise TESTONI.

Art. 5. - Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées par procès-verbal.

Art. 6. - Mme la Directrice Générale des Services de la ville de Saint-Louis, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Saint-Louis, Monsieur le Directeur de la Police Municipale sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Art. 7. - Ampliation du présent arrêté est adressée à la Brigade Territoriale de Proximité de Gendarmerie de Saint-Louis, à la Police Municipale, au Centre de Secours de Saint-Louis, à la SEMITTEL, à la Société des Transports MOOLAND, à la CIVIS, à l'entreprise TESTONI.

Fait à Saint-Louis, le **26 NOV 2024**

Copie à :

Pour La Maire et par délégation,

La Directrice Générale des Services

Layla DESSAI



- Gendarmerie de Saint-Louis
- Police Municipale
- Centre de secours de Saint-Louis
- C.I.V.I.S
- Semittel
- Transports MOOLAND
- DGST
- Direction des Routes et des Infrastructures
- Service communication
- Entreprise TESTONI

LA MAIRE :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte

- informe que le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification :

→ d'un recours administratif (recours gracieux auprès du Maire). L'absence de réponse de l'administration pendant un délai deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut être contestée devant le Tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion

→ d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion.